

ENTRETIEN «NON, L'ÉCOLE N'EST PAS ÉGALITAIRE»

AVEC FARINAZ FASSA

A la suite de l'intervention de Sylvie Cromer, Farinaz Fassa, professeure assistante en sociologie de l'éducation et directrice du Laboratoire en sciences de l'éducation à l'Unil, s'est exprimée sur la manière dont l'égalité entre les sexes est abordée à l'école obligatoire romande. Une intervention qui a mis en lumière les efforts qui restent à fournir en la matière et qui fait prendre conscience que l'école n'est pas un lieu aussi égalitaire qu'il y paraît.

Que pensez-vous du récent mouvement de femmes «Women against feminism» qui clame sur les réseaux sociaux ne pas avoir besoin du féminisme ?

Je suis stupéfaite et scandalisée, d'autant plus que ces femmes opposent féminisme et égalité. Elles participent ainsi à une forme de révisionnisme de l'histoire, car sans le féminisme, les acquis dont nous bénéficions aujourd'hui, tels que le droit de vote ou l'inscription de l'égalité dans la loi, ne seraient pas en place. Les événements des derniers mois tendent d'ailleurs à prouver le besoin d'une mobilisation féministe forte et régulière ou tout au moins d'une prise de conscience féministe. En effet, lorsqu'une telle mobilisation est absente, nous observons clairement une résurgence d'attaques sur les questions d'égalité entre hommes et femmes, notamment sur l'avortement, en Suisse et en Espagne, par exemple. Ces questions d'égalité sont donc loin d'être stabilisées.

Plusieurs indicateurs montreraient que des inégalités au niveau du genre subsistent au sein du système scolaire. Quelles sont-elles ?

Les choix professionnels et les choix de formation qu'opèrent filles et garçons, en premier lieu. Par exemple, seulement 69,5 % des filles (chiffres OFS 2011) entrent à l'université après une maturité, contre 84 % de garçons. De plus, nombre d'entre

elles rejoignent de préférence les HEP et les HES : elles suivent donc également de hautes études, mais des études plus pratiques.

«Du côté de l'entrée en apprentissage, les filles privilégient une dizaine de professions qui sont surtout liées au corps ou aux services.»

Du côté de l'entrée en apprentissage, les filles privilégient une dizaine de professions qui sont surtout liées au corps ou aux services, alors que les garçons se tournent vers une palette de métiers beaucoup plus large. Même à l'intérieur du domaine universitaire et des hautes écoles, les femmes choisissent davantage des professions liées à la santé ou à l'éducation et les hommes, des professions techniques. Or les salaires ne sont pas les mêmes : ils sont plus hauts dans les professions choisies en majorité par les hommes. On a donc bien là un facteur éducatif qui amène filles et garçons à se trouver dans des situations professionnelles et familiales inégales. De ce point de vue, l'école – et cela même si elle n'est pas seule responsable – n'est pas aussi égalitaire qu'elle semble le penser. On peut même, pour reprendre les mots de Marie Duru-Bellat en 1999, dire qu'elle «est sexiste par négligence» quand elle fait passer l'instruction avant «une éducation que

personne ne prend en charge, l'éducation à la mixité et à l'égalité».

La responsabilité de l'école peut être plus directe et elle se manifeste par l'existence d'un curriculum caché qui touche tant aux pratiques des enseignants qu'à l'organisation de l'éducation et de la formation. Il s'agit d'un discours implicite de la part des enseignants, qui envoient un message différent aux filles et aux garçons, et ce même si les notes que les enfants obtiennent sont données sur la base d'évaluations qui sont supposées être identiques. Les enseignants n'ont pas l'impression d'être injustes ou inégaux, mais comme tout un chacun, ils sont marqués par des stéréotypes de genre et, s'ils n'ont pas été spécifiquement formés à les débusquer, ils tendent à les reproduire.

Des études ont par exemple montré que le nombre, la durée et la qualité des interactions entre les enseignants et leurs élèves varient en fonction du sexe des élèves. Les garçons bénéficient plus souvent des interventions des enseignants, qui les valorisent aussi davantage en termes de maîtrise du raisonnement ou d'inventivité. Les filles, à qui la parole est moins souvent donnée, se voient, elles, surtout félicitées pour la qualité de mise en œuvre de leur travail.

«Les filles, à qui la parole est moins souvent donnée, se voient, elles, surtout félicitées pour la qualité de mise en œuvre de leur travail.»

Cela dit, les enseignants ne sont pas à blâmer, car si les filles sont éduquées à la maison pour devenir sages, les garçons sont souvent encouragés et/ou autorisés à se montrer turbulents, téméraires, courageux, sportifs. Il y a donc des incitations et des acquiescements, des sanctions positives ou négatives données dès la petite enfance qui amènent à des comportements sexués nourrissant à leur tour une éducation scolaire sexuée, et ce sans que les enseignants en aient une conscience claire.

D'où l'importance d'une formation continue des enseignants sur la question de l'égalité des sexes ?

Une formation continue, certes, mais aussi une formation initiale qui ne devrait pas être un *melting pot* où se brassent égalité, diversité et multiculturalisme et où toute différence est traitée à l'identique. D'une manière générale, les gens, et par extension les enseignants, culpabilisent face au racisme : il est donc plus facile de les sensibiliser aux inégalités qui peuvent découler d'une origine ethnique que de les sensibiliser aux inégalités de genre, puisqu'ils sont persuadés d'être parfaitement égaux face à ces questions.

Il faudrait donc mettre en place une véritable formation, obligatoire pour chaque futur enseignant, qui porterait sur les rapports sociaux de sexe. Les enseignants sont encore trop souvent convaincus que les différences entre les hommes et les femmes tiennent à la nature des personnes, à la nature des choses. D'après eux, si les hommes occupent des positions de pouvoir, c'est parce que, contrairement aux femmes, ils aiment cela. Ces constructions sexuées sont trop souvent reproduites à l'école, car il n'y a pas de formation et de prise de conscience de ces questions-là.

Notre recherche a démontré que les enseignants qui ont suivi des cours sur les questions d'égalité ou de genre en discutent ensuite plus volontiers avec leurs élèves et perçoivent le système scolaire comme moins égalitaire en termes de genre, de classes sociales et d'origines ethniques que le reste de leurs collègues. Ces cours sur l'égalité entre les sexes estompent également les différences entre universitaires et non-universitaires. En effet, généralement moins critiques face aux questions d'inégalités que leurs collègues universitaires, les non-universitaires acquièrent le même niveau de sensibilité à la question, une fois formés.

Quelles activités conseilleriez-vous aux enseignants de mettre en place avec leurs élèves ?

Il me semble que les choix pédagogiques opérés sont aussi importants que les activités mises en place lorsqu'il s'agit de modifier des attitudes. Par exemple, on peut choisir d'étudier l'histoire des femmes. La Révolution française n'a pas été l'affaire des hommes uniquement. Pourtant, on parle peu des femmes qui y ont participé, comme

Olympe de Gouges ou Anne-Josèphe Théroigne de Méricourt. Il faut montrer que les femmes ont toujours existé dans le monde du savoir et qu'elles y sont légitimes.

«Les enseignants admettent clairement le fait que les inégalités existent, dans le monde du travail par exemple, mais toujours hors de l'école.»

Il serait également important de rappeler que, contrairement au modèle familial d'après la Seconde Guerre mondiale, les femmes ont toujours travaillé. Le modèle de la famille bourgeoise dans laquelle les femmes sont retirées de l'économie¹ fait plutôt figure d'exception historique. Or, cette réalité n'a rien d'une évidence pour les élèves qui continuent de penser que les femmes sont toujours restées à la maison.

Quelles actions les enseignants mettent-ils en place actuellement ?

Dans un questionnaire que nous leur avons fourni, 38 % de nos répondants affirment avoir mis en place de manière spontanée une activité spécifique liée à l'égalité entre les sexes dans leurs cours. Cependant, ce sont en général des activités très ponctuelles qui visent à aborder des inégalités qui se trouvent à l'extérieur de l'école. Dans leurs réponses, les enseignants admettent clairement le fait que les inégalités existent, dans le monde du travail par exemple, mais toujours hors de l'école. Les enseignants veulent donc bien mettre en place des activités pour l'égalité en classe afin de combattre des inégalités extérieures, mais non celles qui se reproduisent au sein de l'école. Comme pour d'autres professionnels, reconnaître que le monde dans lequel ils fonctionnent est inégalitaire est extrêmement difficile pour eux, et cela d'autant plus que l'école présente les sélections qu'elle effectue comme le seul résultat des mérites individuels.

Et que disent les lois scolaires des activités sur l'égalité entre les sexes en classe ?

Trop peu de chose. En effet, pour que les enseignants se sentent le droit d'avoir des discours

égaux et de mener des activités en direction de l'égalité, il faudrait que les plans d'études et les lois scolaires affirment que l'école forme les élèves à être égaux, et pas seulement que l'école lutte dans la mesure de ses faibles moyens contre les inégalités. Du temps doit être alloué aux enseignants pour qu'ils se consacrent à ce thème, et cela doit leur être signalé.

En la matière, on a assisté à un recul. En 1993, la CDIP avait des incitations très claires à la formation des enseignants à l'égalité qui n'apparaissent plus du tout, même pas dans le Plan d'études romand (PER). Probablement parce que l'égalité est considérée à tort comme acquise, mais aussi parce que l'inclusion de questions d'égalité dans un plan d'études mène inévitablement à un affrontement politique et partisan, ce qui n'est pas toujours très bon pour une réélection.

Propos recueillis par Anouk Zbinden

La vidéo de la conférence de Farinaz Fassa est disponible en ligne, à l'adresse: <http://vimeo.com/92809975>

Notes

- 1 Esping Andersen, un auteur danois, a montré dans son ouvrage *Incomplete Revolution* que les chiffres actuels de la forte participation des femmes au marché du travail ont récemment rejoint les chiffres d'avant la Seconde Guerre mondiale.

